

Livre numérique

Un immobilisme protectionniste favorable aux éditeurs

La commission sur le livre numérique présidée par Bruno Patino a remis son rapport le 30 juin à Christine Albanel, ministre de la Culture. Publié par la Documentation française, ce document est consultable en ligne : <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000381/0000.pdf>.

BERNARD LANG

DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'INRIA.

Le livre reste sans doute le grand secteur des « industries de la culture » peu converties au numérique. Les raisons sont variées, mais la situation est amenée à évoluer, en particulier parce qu'une technologie de liseuses numériques légères, très autonomes et d'usage agréable se développe. Christine Albanel a donc créé une commission sur le livre numérique. Son président, Bruno Patino, lui a remis son rapport le 30 juin. Le résultat est inquiétant par son conservatisme, son incohérence, son absence de vision et son parti pris en faveur des éditeurs traditionnels qui dominaient dans la commission comme parmi les personnes auditionnées.

Ce rapport analyse le livre numérique et ses modèles socioéconomiques selon l'expérience des autres secteurs, notamment la musique numérisée. Il nie le rôle des auteurs en prévoyant simplement qu'ils devront céder plus de droits à leurs éditeurs qui « *doivent conserver un rôle central dans la détermination des prix* ». La dématérialisation devrait, au contraire, libérer les auteurs par la flexibilité du médium et des types d'échange.

Alors qu'ils ne sont eux-mêmes qu'un vecteur particulier, il n'est question que de protection commerciale des éditeurs contre les autres intermédiaires – techniques, accès, réseau. L'exclusion inéluctable des libraires de ce marché est ignorée afin de justifier le maintien de prix élevés.

Fort peu est dit sur l'évolution des œuvres ou de la création, alors que la flexibilité des médias numériques aura nécessairement – a

déjà – une influence majeure sur tous les aspects de la création écrite. Celle-ci commence avec les modes de création et la structure même des œuvres, concerne les systèmes de distribution au public et les usages qu'il peut en faire, et va jusqu'à la relation plus ou moins directe qui peut s'établir entre un auteur et son public.

Le rapport nie ou passe sous silence toute la création coopérative ou libre et les archives universitaires ouvertes. Rien par exemple sur des expériences comme les manuels scolaires de Sésamath, créés par la communauté des enseignants et utilisés avec succès, alors que l'édition scolaire est un enjeu majeur. Wikipédia est à peine évoquée, de façon critique.

Le rapport reste aussi très ambigu sur les mesures techniques de protection (DRM) et l'interopérabilité. L'absence de référence à la notion légale de standard ouvert fait craindre un contrôle oligopolistique de l'encodage des textes, excluant textes privés et auteurs indépendants. À l'évidence, les rédacteurs du rapport n'ont pas compris que l'écrit – dématérialisé ou non – est par nature numérique et par conséquent non contrôlable par des DRM ou des tatouages.

Protéger les éditeurs peut être utile. Encore faut-il savoir à quelles fins – ce que le rapport ignore – et le meilleur moyen d'y parvenir. Ce constat s'applique à nombre d'études sur les politiques culturelles : tout est motivé par la préservation et l'adaptation de l'existant – sans réelle analyse des possibles, des souhaitables et des probables, notamment concernant les acteurs et leurs rôles – et sans objectifs de fond en termes de culture, d'éducation et de rayonnement. ■